

FICHE PROJET DÉTAILLÉE

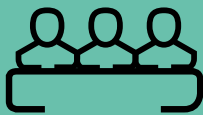
Nourrir Cordoue

Diagnostic et coopération vers une alimentation équilibrée et durable

Cette fiche correspond à l'annexe
du Carnet Carasso "Les systèmes alimentaires
territorialisés", disponible sur
fondationcarasso.org/apprentissages/sat



**Mobiliser
les acteurs**



**Installer
une
gouvernance
alimentaire**



**Consolider
les modèles**

Cette fiche est éditée par la Fondation Daniel et Nina Carasso

40, avenue Hoche - 75008 Paris - fondationcarasso.org

Coordination : AOC Consulting et DÉFIS - Montpellier SupAgro pour la France,
CERAI pour l'Espagne

Rédaction et conception graphique : Terre-écós

3, rue Lespagnol - 75020 Paris

Design graphique Espagne : LaDársena Estudio

JANVIER 2019

Nourrir Cordoue

Diagnostic et coopération vers une alimentation équilibrée et durable

La ville de Cordoue dispose d'une riche expérience dans le domaine de la transition agroécologique et de la souveraineté alimentaire : 20 années d'initiatives sociales de production et de distribution ; la création, en 1991, du Centre d'études sociologiques agricoles de l'Université de Cordoue (ISEC), et, en 2010, de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire de Cordoue (ASACO). A travers son adhésion au Pacte de Milan, la mairie actuelle a confirmé sa volonté de travailler pour une alimentation durable, locale et saine. L'objectif principal du projet est la construction collective d'un modèle alimentaire pour la ville qui renforce les espaces de participation, afin de construire un système alimentaire localisé et durable dans la province de Cordoue.

La mise en œuvre de ce projet s'inscrit dans le cadre d'une alliance cofinancée par la mairie de Cordoue à travers son service de l'Environnement, qui impulse les politiques alimentaires municipales et aide à la diffusion des activités et des résultats du projet. L'Association VSF-Jus-

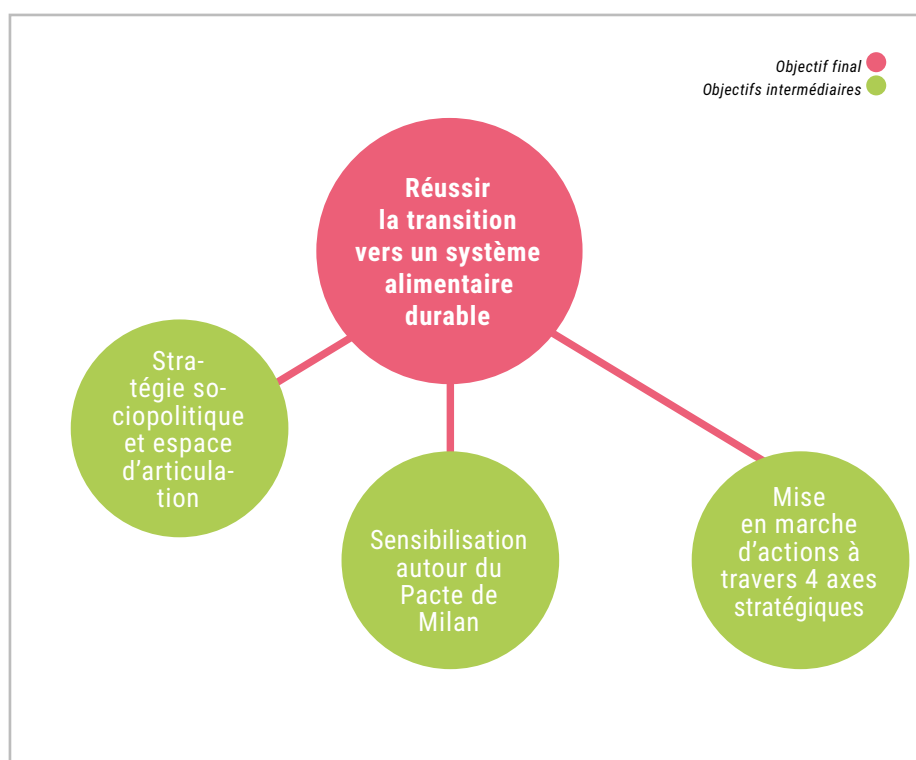
Faits marquants du projet « Nourrir Cordoue » Phases 1 et 2

Le Pacte de Milan et l'appel à projets pour le financement du SAT de la Fondation Daniel et Nina Carasso sont les éléments moteurs du projet et représentent des arguments de négociation pour les organisations sociales. Ils permettent de créer un accord de collaboration avec l'administration pour développer une dynamique de travail collective. Le renouvellement du soutien financier à la fin de 2017 permet de consacrer du temps et des ressources à la mobilisation et à l'organisation du secteur productif et commercial, ainsi que d'exécuter des actions pilote et de chercher des solutions pratiques aux obstacles et à la lenteur administrative.

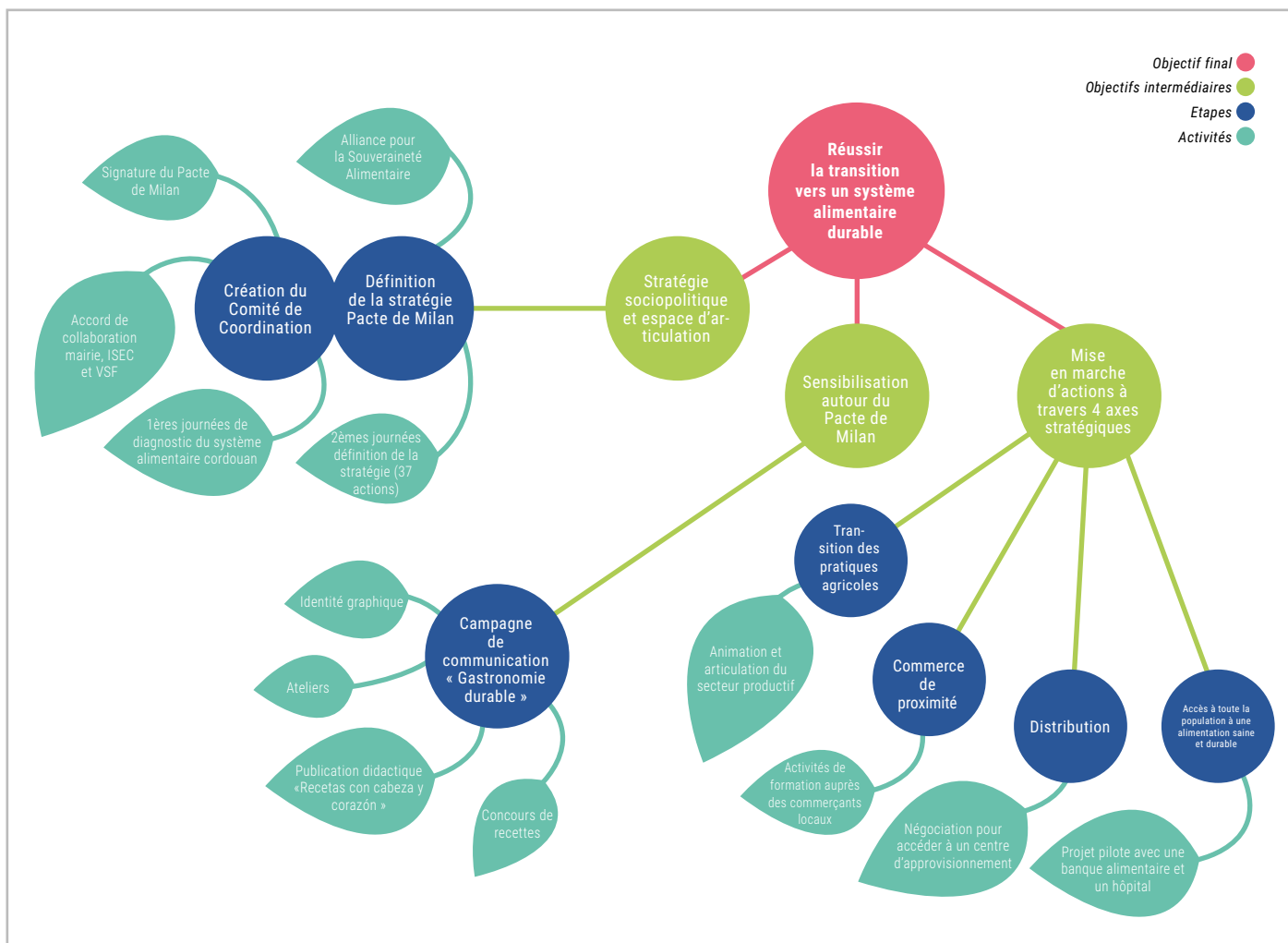
tice alimentaire globale et l'Institut de sociologie et des études agricoles (ISEC) de l'Université de Cordoue partagent leur expérience en matière de coordination, de suivi et d'animation des processus participatifs et des activités. D'autres acteurs sont également activement impliqués dans le projet. Il s'agit notamment de : Mercacórdoba S.A., l'Association de commerçants et d'hôteliers Eco Córdoba, l'Association Ecomercado et l'Alliance pour la souveraineté alimentaire de Cordoue (ASACO).

Cordoue, Espagne

Cordoue possède une surface agricole de plus de 80 % du territoire municipal avec trois types de paysages différents : la sierra, consacrée à l'activité cynégétique, aux pâturages, aux céréales et à l'apiculture ; la campagne, avec des céréales et une agriculture pluviale ; et la vallée fertile, qui présente une valeur productive élevée et abrite des cultures avec irrigation, dont certaines en bio. Elle bénéficie en effet d'un grand potentiel pour approvisionner la ville en produits locaux et de saison intégrant des critères environnementaux et sociaux.



Après avoir défini un cadre stratégique, quatre axes sont développés : accompagner la transition agroécologique et les circuits courts, développer l'innovation et l'information dans les réseaux de vente, optimiser la logistique et faciliter l'accès de toute la population aux produits locaux, frais et durables.



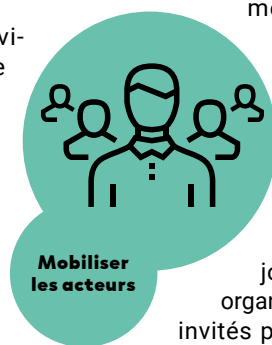
Phase 1 : Définition participative d'une stratégie sociopolitique et d'un espace de communication et d'articulation. Un diagnostic du système alimentaire est réalisé, l'accent étant mis sur la durabilité environnementale, puis un processus de participation est établi pour définir une feuille de route permettant d'identifier les lignes stratégiques, les acteurs impliqués, les ressources nécessaires et les résultats attendus. Ces actions sont renforcées par la Commission de suivi qui soutient, évalue et promeut les actions, et au sein de laquelle la stratégie de diffusion est définie dans le but de produire des connaissances et de favoriser l'adhésion des citoyens.

Phase 2 : Mise en marche des propositions de la stratégie dans 4 domaines. Après avoir défini un cadre stratégique de manière consensuelle, un plan à quatre axes est mis en œuvre : accompagnement de l'exploitation dans la transition vers des méthodes durables et des circuits courts de commercialisation ; développement de processus d'innovation avec les commerces de proximité, les marchés et les espaces de consommation sociale ; amélioration du système d'approvisionnement, transport et distribution du produit local dans des réseaux courts de commercialisation et de consommation ; et amélioration de l'accès de la population aux produits.

Stratégie Pacte de Milan : un cadre et un langage communs pour rassembler tous les acteurs

La signature du Pacte de Milan et le processus de mobilisation constituent un tournant pour l'intégration de la politique alimentaire dans l'agenda municipal et l'adhésion d'une diversité d'acteurs, notamment au sein de l'administration. Les organisations de la société civile, dotées d'une longue trajectoire en matière d'alimentation locale et durable à Cordoue, profitent de l'ouverture politique au niveau municipal et provincial, et se réunissent avec le service de l'Environnement pour évaluer les avantages d'une éventuelle adhésion au Pacte de Milan. Une déclaration institutionnelle en session plénière formalise l'engagement d'entamer un processus participatif, mettre en place

des politiques intégrales et mobiliser des ressources pour ce faire. Le service municipal de l'Environnement réalise un travail de mobilisation important, à la fois de la part de la conseillère municipale et du personnel technique, qui font de grands efforts de convocation et d'information personnalisés : contact par téléphone avec toutes les personnes une par une, tout en prenant le temps nécessaire pour expliquer l'objectif de l'initiative. Le diagnostic initial et deux journées de travail participatif ouvert, de diagnostic



et de définition des priorités, permettent d'expliquer le Pacte de Milan, de partager des informations sur les actions existantes, les besoins et les enjeux rencontrés, et d'impliquer les acteurs et définir collectivement les priorités parmi les propositions. Par ailleurs, des journées décontractées sont organisées et tous les acteurs sont invités pour exprimer leur point de vue, ce qui permet qu'un large éventail de personnes s'approprie le discours.

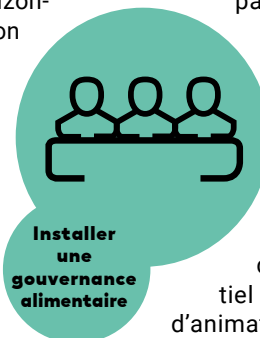
Comité de suivi et coordination : atteindre l'adhésion et l'articulation au sein de l'administration et avec les acteurs sociaux

Le Comité de coordination consolide le travail collectif déjà initié et a pour but de constituer un espace opérationnel dans lequel soient représentées plusieurs délégations de la mairie et des organisations de la société civile. La première tâche consiste à réviser la stratégie et formuler des propositions d'action conformes et adaptées à l'administration. Puis, les réunions permettent de faire le suivi des activités.

Bien qu'au début seules les personnes les plus sensibilisées y participent, l'on parvient progressivement à impliquer et intégrer de nouvelles personnes, services

et organisations. Pour cela, les réunions mensuelles et une approche horizontale de l'espace, sans appropriation politique, sont indispensables. Chacune des organisations joue son propre rôle et il existe une relation de confiance entre elles, au-delà des différences idéologiques, en ne construisant qu'à partir des points communs. Des actions de formation sont organisées pour le personnel technique. Et à travers le Comité de coordination, il est possible de trans-

mettre les enseignements pratiques partagés dans le Réseau des villes pour l'agroécologie. Le travail dans le temps et la capacité des personnes impliquées sont appréciés, étant donné qu'elles restent patientes et misent sur le dialogue pour éviter d'éventuelles méfiances ou démotivations. Il est essentiel de compter sur une équipe d'animation bien formée, d'avoir des échanges spontanés et de soigner les relations avec les personnes.



Installer une gouvernance alimentaire

Stratégie et campagnes de communication et de sensibilisation : créer une demande chez les citoyens

Le Comité de coordination définit et mène à bien des activités de sensibilisation et de communication complémentaires permettant de faire connaître le projet et de favoriser l'appropriation du discours parmi les conseillers municipaux. Il développe des activités sympathiques autour de la gastronomie, comme notamment le concours de recettes durables et locales et qui comptent sur la participation de personnalités médiatiques.

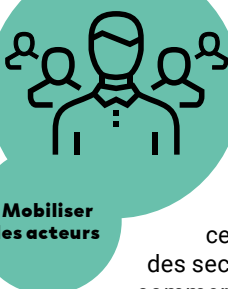
Elle réalise des campagnes de communication traduisant les contenus du Pacte de Milan dans les domaines de la vie quotidienne d'une manière ludique : avec des photocalls, des

vidéos ou un calendrier avec les produits de saison. Des espaces et des supports visibles et divers sont employés : les panneaux publicitaires, les commerces locaux, les maisons de quartier, des actions développées dans des lieux stratégiques de l'espace public, des événements médiatiques avec une identité graphique commune, des notes et des conférences de presse et la diffusion dans les réseaux sociaux. Ces actions comptent également sur le

soutien des secteurs organisés de la production et de la distribution.

Le Comité de coordination vise à mettre en cohérence les messages grâce à la mise en commun au préalable des contenus, mais l'un des facteurs contraignants est l'absence d'une stratégie collective de diffusion et d'un site web. Des actions de sensibilisation sont menées et ce de manière orientée et adaptée à des secteurs spécifiques : producteurs, commerçants, restaurateurs, personnel éducatif, techniciens municipaux ou personnes en risque d'exclusion.

Les campagnes donnent à connaître les contenus du Pacte de Milan et diffusent des messages didactiques



Mobiliser les acteurs

Parvenir à ce que le modèle de gouvernance soit opérationnel et que la mobilisation des acteurs puisse s'inscrire dans la durée

Le premier défi consiste à donner au Comité un caractère plus opérationnel. Il est envisagé d'ouvrir cet espace de travail à d'avantage d'acteurs qui pourraient fournir des solutions aux blocages, ainsi que de formaliser son fonctionnement pour prévoir des situations de divergence.

Pour mettre en marche un système basé sur des circuits courts de commercialisation, il est nécessaire de disposer d'un outil logistique commun pour permettre l'activité économique du secteur productif et optimiser la distribution. Le défi pour la petite production est d'avoir des conditions d'accès aux infrastructures qui

s'adaptent à leurs capacités financières. Parmi les défis, il faut également souligner la création d'une connexion entre les secteurs productifs et commerciaux, dont les rythmes de travail sont compliqués. Il existe en même temps une promotion du produit de proximité et du commerce local, avec un plan de formation. Malgré l'intérêt existant, les limitations de temps et de disponibilité représentent une sérieuse difficulté. Les défis reposent sur la recherche de la bonne formule pour arriver à faire s'asseoir ensemble les deux secteurs et les coordonner, afin de faciliter la distribution.

S'adapter aux contraintes de temps des producteurs et commerçants

Isabel Vara Sánchez

Trésorière d'AISEC

isabel.vara@uco.es

957 212 644

Erin McNulty

Coordinatrice de la Délégation d'Andalousie de Vétérinaires Sans Frontières

andalucia@vsf.org.es

957 218 668